

## **RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À LA QUESTION ÉCRITE DE MONSIEUR ALAIN BOHLINGER, DÉPUTÉ PLR INTITULÉE " ÉCONOMIES POUR LE CANTON " (N°3308)**

Les questions posées font suite à la crise du COVID-19 et aux conséquences négatives qui s'ensuivent pour les finances cantonales. Le député Alain Bohlinger souhaite obtenir un état des lieux des bâtiments dont l'État est propriétaire, qui n'ont actuellement pas d'affectation, en vue d'envisager d'y rapatrier des UA situées dans des bâtiments de tiers pour lesquels nous payons des locations.

Le Gouvernement répond de la manière suivante :

### **1. Quelles sont les surfaces inoccupées dans les bâtiments qui sont propriétés de la RCJU (situation et m<sup>2</sup>) ?**

#### **Delémont, rue de l'Hôpital 6 (ex-COSP)**

Surfaces inoccupées : 150 m<sup>2</sup> SUP (surfaces utiles principales).

#### **Delémont, surfaces du 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment Strate J**

Surfaces inoccupées : 1'540 m<sup>2</sup> SUP (NB : en propriété de la SI Campus HE-Jura SA)

#### **Porrentruy, rue du Banné 23 (ex-HEP-BEJUNE)**

Surfaces inoccupées : 2'800 m<sup>2</sup> SUP (surfaces utiles principales des bâtiments A et B)

NB : Le bâtiment C est occupé par l'Office des sports et le Centre d'orientation scolaire et professionnel et psychologie scolaire.

#### **Saignelégier-Goumois, Belfond-Dessous (ex-centre accueil AJAM)**

Surfaces inoccupées : 450 m<sup>2</sup> SUP (surfaces utiles principales).

### **2. Quelle affectation est prévue pour ces surfaces ?**

#### **Delémont, rue de l'Hôpital 6 (ex-COSP)**

Par son emplacement, ce bâtiment, voisin du site de l'Hôtel du Parlement et du Gouvernement, partage un mur mitoyen avec la prison de Delémont. Pour des raisons évidentes de sécurité, la vente n'est pas priorisée tant que cette dernière est en fonction. Il doit faire l'objet d'une attention toute particulière lors d'une affectation, même provisoire.

Cet immeuble constituait jusqu'à présent une réserve de surfaces permettant des affectations provisoires et des solutions de dépannage, comme cela a été le cas lors de la création de l'Autorité de protection des enfants et des adultes en 2012.

Il peut à présent être remis à la disposition de tiers par le biais d'un bail précaire.

#### **Delémont, 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment Strate J**

Un groupe de travail interne à l'administration étudie actuellement divers scénarii possibles, avec pour priorité de déménager à Strate-J des unités administratives aux activités transversales.

#### **Porrentruy, rue du Banné 23 (ex-HEP-BEJUNE)**

Différents scénarios sont actuellement à l'étude.

#### **Saignelégier-Goumois, Belfond-Dessous (ex-centre accueil AJAM)**

La vente de ce bâtiment est envisagée par le Gouvernement.

**3. Est-il envisageable de ramener dans ces locaux les Services de l'État qui occupent des bâtiments appartenant à des tiers ou à des entités externes ?**

**Delémont, rue de l'Hôpital 6 (ex-COSP)**

Non, ce n'est pas envisageable en l'état actuel. En effet, les diverses UA potentiellement déplaçables occupent toutes davantage de surfaces que ce site ne pourrait en accueillir. De plus, une implantation permanente d'une UA dans cet immeuble nécessiterait des investissements financiers conséquents qui ne sont, pour l'heure, pas prévus dans les planifications financières.

**Delémont, étage +3 du bâtiment Strate J**

Un tel projet est en cours d'étude. Idéalement, il devrait s'agir d'unités actuellement localisées dans des locaux loués à des tiers ou alors situées dans un bâtiment de la RCJU qui pourrait être vendu à terme, comme par exemple l'immeuble de la rue du 24-Septembre 2, dit « Morépoint 2 ».

**Porrentruy, rue du Banné 23 (ex-HEP-BEJUNE)**

En fonction du scénario retenu, la rénovation et des transformations pourraient permettre d'offrir d'importantes surfaces utiles.

**Saignelégier-Goumois, Belfond-Dessous (ex-centre accueil AJAM)**

De par sa situation et sa typologie, cette infrastructure ne répond actuellement plus à un besoin de l'Etat.

Delémont, le 22 septembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Certifié conforme  
la chancelière d'Etat

  
Gladys Winkler Docourt